

étudier les possibilités d'actions qui s'offrent au gouvernement pour chercher à contenir les émissions associées à la production et à l'utilisation d'énergie au Canada en vue d'assainir l'environnement, et qu'il soit autorisé à formuler des recommandations à ce sujet. Ces possibilités comprennent, entre autres, une réglementation, l'utilisation de moyens financiers comme des droits et des taxes d'émissions, des subventions et des permis d'émissions négociables, des mesures pour accroître l'efficacité et l'économie d'énergie et la promotion d'énergies de remplacement; et Que le comité présente son rapport au plus tard le 30 novembre 1992.

PÉRIODE DES QUESTIONS LES FINANCES NATIONALES

LE MAINTIEN DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'honorable H.A. Olson: Je voudrais poser une question au leader du gouvernement au Sénat. Peut-il nous préciser au juste ce que veut dire le ministre des Finances lorsqu'il affirme comme il le fait depuis plusieurs semaines, et il l'a fait encore hier, qu'il faut «maintenir le cap»? Doit-on en conclure que nous allons poursuivre la politique monétaire qui nous a conduit à la pire crise jamais vue au Canada en 50 ans?

L'honorable Jean-Maurice Simard: Comment pouvez-vous être si sectaire juste avant Noël?

Le sénateur Olson: Je ne fais qu'exposer les faits. Le gouvernement croit-il qu'en maintenant le cap, il permettra au Canada de sortir de la crise économique actuelle?

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, mon collègue m'invite à faire une déclaration qui me prendrait beaucoup plus de temps de ce qui est permis normalement dans le cadre d'une question orale, mais je pourrais peut-être vous donner les points saillants de la politique économique et financière du gouvernement...

Le sénateur Perrault: On devrait plutôt parler des lacunes de cette politique.

Le sénateur Murray: ... que nous maintenons, du fait des excellents résultats que nous obtenons. Permettez-moi simplement de dire que les orientations que nous avons prises dans notre politique économique et financière en 1984 s'écartaient complètement de la politique de nos prédécesseurs.

Le sénateur Perrault: Votre politique nous conduit au désastre.

Le sénateur Olson: En effet.

Le sénateur Murray: Par exemple, pendant les 15 années qui ont précédé 1984, les dépenses de programmes de nos collègues d'en face ont augmenté de 14 p. 100 chaque année.

Le sénateur Perrault: Parlez-nous maintenant du chômage.

Le sénateur Murray: Pendant cette période, la dette du Canada augmentait de 1 100 p. 100. Un changement de cap s'imposait donc.

Depuis six ans, comme je l'ai déclaré maintes fois à l'honorable sénateur, les dépenses de programmes du gouvernement

fédéral augmentent à un taux moyen annuel inférieur à celui de l'inflation, soit 3,6 p. 100. Il s'agit véritablement d'un changement de cap, qui aide à réduire l'inflation, qui aide à...

Le sénateur Perrault: Vous êtes en train de détruire le pays, voilà ce que vous faites.

Le sénateur Murray: ... réduire les taux d'intérêt, ce qui favorise les investissements dans l'économie canadienne. C'est dans cette voie que nous continuons à diriger l'économie.

Permettez-moi de rappeler à l'honorable sénateur qu'il y a dix ans, lorsqu'il était député et en partie responsable de la politique économique, les taux d'intérêt à court terme étaient de 18,8 p. 100.

Le sénateur Perrault: Très brièvement.

Le sénateur Murray: Aujourd'hui, ils s'établissent à environ 7 p. 100 et sont toujours en baisse. C'est dans cette voie que nous dirigeons le Canada; nous maintiendrons cette direction pour continuer à obtenir les résultats que l'honorable sénateur connaît.

L'honorable sénateur s'est opposé vigoureusement à l'Accord de libre-échange. Je lui signale simplement que, depuis l'entrée en vigueur de cet accord, les investissements étrangers au Canada ont réalisé une hausse d'environ 4 milliards de dollars...

Le sénateur Perrault: Et une fuite des emplois à l'étranger.

Le sénateur Murray: Pour la première fois en 15 ans, il y a au Canada des investissements nets qui favorisent la création des nouveaux emplois dont les Canadiens ont besoin. Quand nous disons, et quand M. Mazankowski dit que nous allons «maintenir le cap», nous voulons parler du cap que nous avons adopté au grand avantage du Canada et des Canadiens.

L'inflation baisse, les taux d'intérêt baissent aussi, l'économie se dirige vers ce que le Fonds monétaire international a appelé la plus forte croissance économique des pays du G-7 en 1992. C'est ce que nous voulons dire par «maintenir le cap».

Le sénateur Olson: Il y a d'autres questions. Comme toujours, le ministre a donné une réponse qui n'en était pas une. En fait, il n'a même pas répondu à la question que je lui avais posée.

Quand il parle de «maintenir le cap», est-ce que cela signifie qu'il va maintenir la politique monétaire qui est responsable du plus grand nombre de faillites jamais vu au Canada?

L'honorable Efstathios William Barootes: Et pourquoi pas, tant qu'à y être, aux États-Unis, en Europe et en Australie? Sommes-nous à blâmer pour tout cela aussi?

Le sénateur Olson: Un peu moins de bruit s'il vous plaît. Je veux demander au ministre sérieusement—si le sénateur Barootes peut se taire pendant une minute—si, par l'expression «maintenir le cap», le gouvernement veut dire qu'il va continuer d'appliquer la politique monétaire qu'il a appliquée jusqu'à maintenant en ce qui concerne les taux d'intérêt et les conséquences qui en découlent pour le dollar canadien?

Le ministre a maintes fois déclaré que le dollar canadien peut trouver sa propre valeur selon les conditions du marché. Hier, à cause de ce qui arrivait sur le marché, le dollar canadien a commencé à perdre de la valeur. La Banque du Canada est intervenue pour en acheter d'importantes quantités